



## LE SEXE DE L'HOMME DE LA DECLARATION DES DROITS

### Contestation et appropriations par les catholiques

#### italiennes de l'héritage de 1789

(1900-1919)

#### **Résumé :**

Qui représentait l'Homme de la Déclaration des Droits de 1789 ? A quels individus de chair et d'os cette catégorie abstraite renvoyait-elle ? Olympe de Gouge et les féministes qui se réclamèrent de l'héritage révolutionnaire apportaient une première réponse pour faire reconnaître le caractère bi-sexué de l'Homme et être incluses dans le corps des citoyens. A côté d'elles, d'autres voix féminines se prononcèrent pour une autre catégorisation du genre de l'Homme. En opérant un double déplacement dans le temps et dans l'espace, cet article propose de lire en creux la représentation de l'Homme de la Déclaration des Droits qui prévalait dans des mouvements féminins catholiques. A partir des écrits de la fondatrice du premier mouvement féminin catholique italien, la figure de la citoyenne catholique émerge comme un sujet politique différent de l'Homme masculin. L'article met en lumière les évolutions dans le discours des associations catholiques qui se rallient après la Grande guerre à une idée de l'Homme bi-sexué.

#### **Abstract :**

Was the Mankind of the Declaration of Rights 1789 a gendered category ? Olympe de Gouge and feminists who claimed the revolutionary legacy gave a first response to this issue when they asked that women should be included in the political body of the Nation. Besides the feminist, other female voices argued for another definition of Mankind. By operating a shift in time and space, this article provides an insight on the representation of the Mankind of the Bill of Rights that prevailed in the Catholic women's movement. Our analysis will primarily focus on the writings of the founder of the Union of Catholic Women of Italy. According to the author, the figure of the Catholic Citizen emerged as a political subject who differed from the male citizen. The article highlights the evolution of the discourse of Catholic associations in Italy, which rallied the feminist agenda by considering that women should be awarded political citizenship.

1. Qui était l'Homme de la Déclaration des Droits de 1789 ? Était-il un individu masculin ? Était-il seulement cela ? La définition de la citoyenneté moderne a été d'abord associée à la masculinité<sup>1</sup>, ou plus précisément comme l'ont montré notamment les travaux d'Anne Verjus, à cette déclinaison particulière du genre masculin qu'est le *Pater familias*<sup>2</sup>. Historiens et historiennes, philosophes, juristes, linguistes ont mis au jour la tension entre cet Homme, individu masculin-chef de famille, affranchi des liens de dépendance et les individus qu'il devait représenter. Cette articulation est discutée lors de l'élaboration du texte et durant les années qui l'ont suivie. Elle est retravaillée tout au long des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles de façon concomitante aux réformes électorales. Parallèlement, la souveraineté individuelle s'impose comme paradigme dominant non seulement en France mais aussi en Europe au prix de conflits importants entre les États et l'Église catholique. C'est au moment où est acceptée une partie de l'héritage révolutionnaire – la démocratie – par l'Église catholique que la question du genre de la citoyenneté, c'est à dire du sexe de l'Homme de la *Déclaration des droits*, est soulevée par les héritières de la Révolution. A la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, les mouvements féministes de la première vague portent en Europe les premières mobilisations collectives en faveur du vote des femmes. Pour poursuivre dans le temps la réflexion menée sur cet Homme nous avons choisi d'opérer un déplacement temporel et géographique. A plus de cent ans de distance de la *Déclaration des Droits de l'Homme et du citoyen*, les réformes électorales mais aussi l'extension des prérogatives de l'État en matière sociale et éducative invitent à reformuler les conditions d'appartenance et de participation des individus à la cité. Cet agenda suscite dans le camp catholique une contre-offensive où l'on peut lire en creux la critique de la Révolution et une définition alternative de la citoyenneté telle que stipulée dans la *Déclaration des Droits*.

2. Se pencher sur cet Homme quand les réformes électorales sont mises à l'ordre du jour politique en France et en Italie permet de mettre au jour les tensions entre différentes représentations de cet Homme, citoyen, masculin mais aussi laïc dans l'espace public<sup>3</sup>. Moins connues que les féministes qui revendiquaient l'égalité civile et politique entre les femmes et les hommes, les organisations catholiques ont proposé une vision catholique de la

<sup>1</sup> Joan W. Scott, *La citoyenne paradoxale. Les féministes françaises et les droits de l'homme*, Paris, Albin Michel, 1998 (1996) ; Michelle Riot-Sarcey (dir.), *Démocratie et représentation*, Actes du colloque d'Albi des 19 et 20 novembre 1994, Paris, Kimé, 1995 ; Joan B. Landes, *Women and the Public Sphere in the Age of French Revolution*, Ithaca, Cornell University Press, 1988.

<sup>2</sup> Anne Verjus, *Le cens de la famille. Les femmes et le vote (1789-1848)*, Paris, Belin, 2002 ; Jennifer Heuer, Anne Verjus, « L'invention de la sphère domestique au sortir de la Révolution », dans *Annales historiques de la Révolution française*, n° 327 (2002), pp. 1-28.

<sup>3</sup> Le décret du 13 février 1790 proscrit les vœux solennels et celui du 18 août 1792 interdit les sociétés religieuses et confréries. Le terme renvoie ici à une foi privée et à l'affichage public d'une neutralité religieuse.

citoyenneté, un modèle de citoyenne d'un genre particulier. Cet article est l'occasion de développer une analyse des conceptions de la citoyenneté élaborées en Italie au début du XX<sup>e</sup> siècle par la fondatrice de l'Union des femmes catholiques d'Italie (UDCI) et de les mettre en regard des analyses développées par les mouvements féminins catholiques Outre-Alpes. L'UDCI déployait une rhétorique spécifique sur l'activité politique et le rôle assigné à chacun des sexes dans le bon fonctionnement de la cité. Au-delà de la contestation du caractère masculin *a minima* de l'Homme-citoyen, elle prônait une remise en cause de l'individualisme au fondement de la démocratie. Dans ses écrits, la contestation de l'Homme de la *Déclaration des Droits* est perceptible. Ce double déplacement de la focale dans l'espace et le temps, permet de définir en creux la perception genrée de la citoyenneté qu'en avaient les organisations féminines catholiques dans ces deux pays.

## I. Le « féminisme chrétien » contre le féminisme inspiré par la Déclaration des Droits ?

3. Sans retracer exhaustivement l'histoire des féminismes, il convient de rappeler brièvement les différentes vagues de mobilisations collectives qui ont visé l'égalité civile voire politique entre les hommes et les femmes<sup>4</sup>. Bien qu'il ait existé des formes de protestations collectives féminines durant la période révolutionnaire, les historiennes s'accordent pour faire des années 1830-1848 le point de départ des féminismes modernes en Europe. Ceux-ci se réclament de la Révolution de 1789 pour revendiquer des droits au nom de l'égalité entre individus indépendamment de leur sexe. Dans les années 1880-1900, les mouvements féministes se reconfigurent selon trois axes : la question des droits civils et politiques, les lois sociales pour protéger les mères et les enfants, les politiques de laïcité. Ce schéma brossé à grands traits mériterait d'être complexifié par les spécificités nationales : les droits différents conférés aux femmes selon les États durant la période révolutionnaire ; les processus d'unification nationale ; les forts particularismes locaux dans le Royaume d'Italie par opposition à la centralisation parisienne en France et la présence des États pontificaux dans la péninsule italienne contre lesquels se fait l'unité nationale. Néanmoins, la Révolution est la matrice première du féminisme égalitariste tel qu'il se développe dans différents pays européens. Une révolution incomplète qu'il convient de parachever en établissant une égalité civile

---

<sup>4</sup> Karen Offen, *European Feminisms. 1750-1950*, Stanford, Stanford University Press, 2002 ; Annarita Buttafuoco, *Donne e cittadinanza. Donne e diritti sociali nell'Italia liberale*, Siena, Protagon editore, 1997 ; Laurence Klejman, Florence Rochefort, *L'égalité en marche, le féminisme sous la III<sup>e</sup> République*, Paris, Presses de la FNSP/Des femmes, 1989.

voire politique entre les citoyens et les citoyennes, tout en établissant une législation spécifique protectrice de l'enfance et de la maternité.

4. Une autre conception de la citoyenneté préside à la naissance, au sein de l'Église catholique, d'autres mouvements qui se réclament du « féminisme chrétien ». Le terme féminisme renvoyant ici à la promotion de la cause des femmes et l'épithète chrétien à un catholicisme hégémonique représentant unique du christianisme. L'historiographie italienne a accordé une large part de ses travaux à cette question. Cette historiographie, lacunaire en France, est révélatrice de l'étendue du phénomène<sup>5</sup>, tout autant que de la position des historiennes elles-mêmes, catholiques et féministes. Ces travaux ont été initiés dans les années 1960, durant la période *d'aggiornamento* de l'Église qui accompagna le concile de Vatican II<sup>6</sup>. Le contexte permet de comprendre les interprétations historiques des mouvements catholiques féminins fondés au tournant du XX<sup>e</sup> siècle<sup>7</sup>. La lecture dominante est proposée par l'historienne Paola Gaiotti, selon laquelle il existerait deux féminismes, l'un chrétien et l'autre inspiré des Droits de l'Homme :

Alors que le féminisme laïc a son point de départ historique dans la Déclaration des Droits et dans la nouvelle structure de production, et un fondement logique dans l'affirmation de l'égalité avec l'homme, le féminisme chrétien part de l'ensemble des nouveaux problèmes apostoliques posés à l'Église par la société moderne et se fonde logiquement sur l'égalité des vocations surnaturelles entre l'homme et la femme. (...) Tandis que le féminisme laïc consistera toujours, avant

<sup>5</sup> Le féminisme chrétien est marginal en France et peu de chercheurs s'y sont intéressés. Cf. Laurence Klejman, Florence Rochefort, *L'égalité en marche...*, *op.cit.*, pp. 110-114 ; Sylvie Fayet-Scribe, *Associations féminines et catholicisme. De la charité à l'action sociale XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Ed. Ouvrières, 1990, pp. 57-58 ; Bruno Dumons, « Les congrès Jeanne d'Arc ou la vitrine d'un féminisme Chrétien », dans Claude Langlois, Christian Sorrel, *Le catholicisme en congrès, Chrétiens et société*, n° 8, Lyon, Université Jean Moulin Lyon 3, (2009), pp. 83-97; plus récemment, des historiennes américaines ont redécouvert ce mouvement, Elizabeth Everton, « "Toutes les femmes de France" : Female Political Mobilization and the Ligue Antisémitique Française. 1899 », UCLA, Center for the study of Women, Thinking Gender paper 2009.

<sup>6</sup> L'historiographie italienne a une tradition plus riche et plus ancienne de rencontre entre l'histoire des femmes et l'histoire religieuse voir Paola Gaiotti De Biase, *Alle origini del movimento cattolico femminile*, Brescia, Morcelliana, 1963; Emma Fattorini (a cura di), *Santi, culti e simboli nell'età della secolarizzazione (1815-1915)*, Turin, Rosenberg & Sellier, 1997 ; Gabriella Zarri, Lucetta Scaraffia (a cura di), *Donne e fede*, Roma-Bari, Laterza, 1994 ; Cecilia Dau Novelli, *Chiesa, società e associazionismo femminile, l'Unione fra le donne cattoliche d'Italia (1909-1919)*, Roma, AVE, 1988 et *Sorelle d'Italia. Casalinghe, impiegate e militanti nel Novecento*, Roma, AVE, 1996 ; Francesco-Maria Cecchini (a cura di), *Il femminismo cristiano : la questione femminile nella prima Democrazia cristiana (1898-1912)*, Rome, Editori riuniti, 1979 ; Franca Pieroni-Bortolotti, *Alle Origini del movimento femminile in Italia (1848-1892)*, Turin, Einaudi, 1975.

<sup>7</sup> Sur la nécessaire situation de la production du discours historique, Michel de Certeau, *L'écriture de l'histoire*, Paris, 1975 (2007), pp. 86-94.

---

tout, en une revendication, le féminisme chrétien restera avant tout un “service”<sup>8</sup>.

5. Cette conception du féminisme chrétien comme un « service », se traduirait par un engagement féminin dans des associations catholiques pour résoudre dans un même élan la question sociale et la question féminine en suivant les directives du pape Léon XIII dans l'Encyclique *Rerum Novarum*. Cette distinction mérite d'être nuancée. D'une part les mouvements féministes ont largement investi l'action sociale. D'autre part, l'expérience du féminisme chrétien italien semble reprendre à son compte certains éléments de la *Déclaration des Droits*. Le « féminisme chrétien » est donc avant tout un mouvement de réaction à la diffusion importante chez les Européennes de la petite et moyenne bourgeoisie d'un mouvement égalitariste du point de vue des droits civils et politiques et promoteur de la laïcité. Ce dernier recouvre en réalité différents groupes et associations qui ont pour dénominateur commun de se réclamer de l'héritage révolutionnaire. La laïcité, entendue comme l'affichage d'une neutralité religieuse et le renvoi à la sphère privée de l'expression confessionnelle, est le socle unificateur qui permet à ces féministes de différentes confessions – principalement juive et protestante – ou athées de s'unir dans un but commun. Sans qualifier les mouvements catholiques que nous allons évoquer de « féministes », puisque la revendication de l'égalité entre les hommes et les femmes ne figure pas parmi leurs objectifs principaux, nous pourrions néanmoins mobiliser cette distinction indigène pour mieux comprendre la spécificité des mouvements féminins catholiques dans leur remise en cause de la définition de la citoyenneté associée à l'Homme de la *Déclaration des Droits*.

6. Au tournant du XX<sup>e</sup> siècle, le monde catholique, hiérarchie comprise, ne reste pas complètement indifférent à la « question féminine » soulevée par les mouvements de femmes organisées sous la bannière du féminisme<sup>10</sup>. Tant en France qu'en Italie, des théologiens, des clercs se préoccupent du sort des femmes dans la société moderne et du rôle apostolique qui leur a été confié dans l'Encyclique *Rerum Novarum* (1891), soucieux de les soustraire à l'emprise du « reptile maçonnique ». Dans les deux pays, les

---

<sup>8</sup> Paola Gaiotti, *Alle origini del movimento cattolico*, op. cit., pp. 22-23.

<sup>9</sup> Le « féminisme » n'est en effet pas une catégorie figée et son acception fait l'objet de luttes entre les différentes associations pour légitimer leurs revendications aux yeux des hommes et aux yeux des femmes. Nous pouvons le définir *a minima* comme la poursuite de l'égalité entre les hommes et femmes sans que cela implique nécessairement la critique du différentialisme. Cf. E. Gubin et al. (dir.), *Le siècle des féminismes*, Paris, L'Atelier, 2004, p. 48. Sur les enjeux de la désignation des pratiques voir J. Lagroye (dir.), « La politisation », *La politisation*, Paris, Belin, 2003, pp. 359-372 et surtout pp. 365-370.

<sup>10</sup> Simonetta Soldani, “Prima della Repubblica, le Italiane e l'avventura della cittadinanza”, dans Nadia-Maria Filippini, A. Scattino (a cura di), *Una democrazia incompiuta. Donne e politica in Italia dall'Ottocento ai nostri giorni*, Milan, Franco Angeli, 2008.

jésuites sont particulièrement actifs dans l'organisation d'associations féminines, comme la *Ligue patriotique des Françaises*. Ils consacrent également des articles à ces questions dans leur revue italienne à vocation internationale la *Civiltà cattolica*. D'un point de vue théologique, le dominicain Antonin Sertillanges publie en 1908, *Féminisme et christianisme* dans lequel il développe l'idée que le seul féminisme qui rendra aux femmes leur dignité, est le féminisme chrétien qui reconnaît la différence des sexes et impose à chacun des droits et des devoirs conformes à l'ordre social et sexuel chrétien. L'ouvrage est traduit en Italie et circule dans les bibliothèques des cercles catholiques. Une partie des responsables de l'*Opera dei Congressi*<sup>11</sup>, comme M<sup>gr</sup> Radini-Tedeschi<sup>12</sup> s'intéresse également à cette question. Jusqu'à sa dissolution en 1904, cette organisation se fait l'écho de ces préoccupations en lien avec la naissance de la démocratie chrétienne<sup>13</sup>. Dans la perspective démocrate-chrétienne, « la » femme doit investir l'action sociale comme l'homme, mais elle n'a pas nécessairement vocation à embrasser la vie politique. Des groupes de femmes catholiques définissent alors une voie catholique de l'engagement féminin dans l'espace public, à mi-chemin entre l'action sociale catholique et la charité traditionnelle dans le Nord de la péninsule<sup>14</sup>. Ce courant de pensée qui se réclame du féminisme chrétien promeut l'émancipation féminine par une profonde culture de la différence féminine enracinée dans la maternité spirituelle ou biologique<sup>15</sup>.

<sup>11</sup> *L'Opera dei congressi* (Œuvre des congrès) fut fondée en 1874 en lien avec l'association de la *Gioventù cattolica italiana* (Association de la jeunesse italienne) dans le nord de l'Italie. Elle regroupait des comités locaux, paroissiaux, diocésains et se réunissait régulièrement en congrès où étaient discutées les questions relatives au mouvement catholique. Elle promouvait l'action sociale catholique, restant fidèle au *non expedit* et reprenant à son compte la condamnation des erreurs modernes dénoncées dans le *Syllabus*. Au début du XX<sup>e</sup> siècle, une partie des comités souhaite développer l'action sociale et politique à travers la naissance de la démocratie chrétienne. La crise interne se solda par une dissolution ordonnée par le Vatican en 1904.

<sup>12</sup> M<sup>gr</sup> Giacomo Radini-Tedeschi (1857-1914) participe à l'Œuvre des congrès de 1883 à la dissolution en 1904. Il est nommé secrétaire d'État au Vatican en 1890, puis évêque de Bergame de 1905 à 1914. Il est proche d'un catholicisme social de matrice intransigeante et encourage l'action sociale féminine catholique.

<sup>13</sup> Paola Gaiotti de Biase, *Le origini del movimento cattolico femminile*, op.cit., pp. 13-30.

<sup>14</sup> Annarita Buttafuoco, « La filantropia come politica. Esperienze dell'emancipazionismo italiano nel Novecento », dans Lucia Ferrante et al. (a cura di), *Ragnatele di rapporti, Patronage e rete di relazione nella storia delle donne*, Turin, Rosenberg & Sellier, 1988, pp. 166-187.

<sup>15</sup> Roberta Fossati, *Elites femminile e nuovi modelli religiosi nell'Italia tra Otto e Novecento*, Urbino, Quattroventi, 1997, p. 19 ; Gisela Bock, Pat Thane, *Maternity and Gender Policy, Women and the Rise of the Welfare States, 1880's-1950's*, London, Routledge, 1991 ; Anne Cova, *Au service de l'Église, de la patrie et de la famille, Femmes catholiques et maternité sous la III<sup>e</sup> République*, Paris, L'Harmattan, 2000 ; Magali Della Sudda, *Une activité politique féminine conservatrice avant le droit de suffrage en France et en Italie*, thèse de doctorat, EHESS/La Sapienza, 2007, chap. 3 "Maternité spirituelle, maternité sociale et citoyenneté sociale", pp. 299-321.

7. Dans le Nord du pays, comme à Côme, Milan ou Sondrio<sup>16</sup>, l'élite catholique féminine – le terme est revendiqué – vient en aide matériellement et moralement aux ouvrières. De 1901 à 1907, les réunions de « féministes chrétiennes » donnent lieu à des expériences originales renouvelant les formes de la charité<sup>17</sup>. Parmi les publications de ce courant, on peut citer la revue *Pensiero e Azione*, autour d'Adelaide Coari et *l'Azione Muliebre*, revue dirigée par Elena da Persico (1869-1948)<sup>18</sup>. Une appropriation des revendications féministes laïques s'opère dans certains de ces groupes. Elle unit une revendication de l'égalité civile et politique tout en fondant ce discours sur la reconnaissance d'une subjectivité féminine, ce qui n'est pas sans rappeler la mystique féminine des socialismes utopistes du siècle précédent<sup>19</sup>.

8. Ce féminisme chrétien, qui va au-delà de la conception catholique d'une différence ontologique entre l'homme et la femme d'origine divine, explore une voie féminine du catholicisme, valorise une spiritualité féminine et un mode d'action social fondé sur l'expérience maternelle. Teinté d'américanisme, il devient suspect de modernisme à partir de l'encyclique *Pascendi dominici gregis* de 1907. Les liens sont forts avec l'américanisme, courant du catholicisme qui inspiré par les écrits des évêques de la côte-est américaine propose de concilier l'Église catholique et à la démocratie, de la rendre moins hostile au pluralisme religieux et à la modernité<sup>20</sup>. Dans le contexte intransigeant du pontificat de Pie X, ce courant est accusé par la hiérarchie de reprendre à son compte l'héritage révolutionnaire en demandant pour les femmes les mêmes droits que ceux reconnus aux individus masculins<sup>21</sup>. Les soupçons se renforcent quand ces féministes chrétiennes prennent une part active au congrès féministe de Rome organisé par le Conseil national des femmes italiennes et présidé par le

<sup>16</sup> *Azione cattolica femminile*, n°6, p. 17.

<sup>17</sup> Fiorenza Taricone, *L'associazionismo femminile italiano dall'unità al fascismo*, Milan, Unicopli, 1996.

<sup>18</sup> Issue de la noblesse véronaise, Elena da Persico (1869-1948) va à l'école chez les sœurs et obtient le diplôme d'institutrice. Elle participe à la rédaction de la revue *Azione muliebre*. Refusant le mariage, elle prononce ses vœux en 1903. Elle poursuit sa formation religieuse avec des jésuites, bien que n'adhérant pas à un institut régulier. En 1905, elle est nommée présidente honoraire du comitato di Mutuo soccorso, et participe avec Giuseppe Toniolo à l'Unione popolare et l'Unione femminile cattolica. Elle prend la tête de *l'Azione Muliebre* en 1903 et dénonce l'action et les positions d'Adelaide Coari et de la Federazione milanese qu'elle considère comme moderniste. En 1907, elle fonde à Milan un comité de la Protezione della Giovane, et l'année suivante, après le congrès féministe de Rome qu'elle réprovoque, elle participe avec C. Giustiniani Bandini à la mise en place de l'Unione fra le donne cattoliche d'Italia. Comme cette dernière, elle représente un catholicisme féminin intransigeant et fidèle au pape. Après avoir fondé les Figlie della Regina degli Apostoli en 1945, elle meurt en 1948. Son procès en béatification s'est ouvert en 1969, voir Liviana Gazzetta, *Elena da Persico*, Vérone, Cierre, 2005.

<sup>19</sup> Lucetta Scaraffia, Anna-Maria Isastia, *Donne ottimiste. Femminismo e associazioni borghesi nell'Ottocento e Novecento*, Bologne, Il Mulino, 2002.

<sup>20</sup> Ornella Confessore, *L'Americanismo cattolico in Italia*, Rome, Studium, 1984.

<sup>21</sup> Alessandro Cavallanti, *Modernismo e modernisti*, Brescia, 1907, pp. 178-195.

maire de Rome, Ernesto Nathan, socialiste et juif accusé d'être franc-maçon par les catholiques. A la suite d'un vote sur le caractère facultatif de l'enseignement religieux à l'école publique, une catholique romaine intransigeante et hostile à ce courant jugé trop libéral, propose au pape de créer l'Union des femmes catholiques d'Italie (UDCI). S'affirme alors un autre type d'engagement féminin catholique, intransigeant, hostile au féminisme laïc hérité de la *Déclaration des Droits* tout autant qu'à ce féminisme chrétien hybride.

## II. L'Union des femmes catholiques d'Italie, contre les avatars de l'Homme de 1789

9. À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, dans la bourgeoisie et l'aristocratie milanaïses, des catholiques cultivées proposent une lecture chrétienne de la question féminine et renouvellent les modèles de religiosité en assumant une modernisation de l'éducation, du rôle des femmes dans la société et les œuvres sociales<sup>22</sup>. C'est précisément contre ces expériences que l'*Union des femmes catholiques d'Italie* est fondée. Hostile à cette hybridation, Cristina Giustiniani Bandini propose un modèle d'engagement religieux fondé sur l'intransigeance avec la modernité, le refus du libéralisme hérité de 1789 et la condamnation du socialisme et du féminisme laïc. Elle reçoit l'appui du pape Pie X qui fait de la lutte contre le modernisme, c'est à dire contre la conciliation du catholicisme et de l'héritage de 1789, le fer de lance de son pontificat. L'UDCI est fondée au soir du congrès féministe de Rome de 1908 dans le but explicite de combattre hors et dans l'Église les tendances modernistes<sup>23</sup>. Pour cela, la fondatrice et première présidente du mouvement s'appuie sur les réseaux religieux – les tertiaires<sup>24</sup> – et nobiliaires afin de donner à son mouvement une envergure nationale. Elle parcourt l'Italie tenant des conférences où elle développe la vision catholique et féminine d'une citoyenneté contre-révolutionnaire fondée sur la différence des sexes. Dans une conférence qu'elle prononce en 1910 dans différentes villes d'Italie pour fonder son association, Cristina Giustiniani Bandini, expose le point de vue de son association – qui se confond avec le sien – sur la laïcité, le féminisme et l'évolution des revendications en ce

<sup>22</sup> Roberta Fossati, *Elites femminile, op.cit.*

<sup>23</sup> Les tendances combattues dans l'Encyclique *Pascendi dominici gregis* (1907) sont l'agnosticisme et « l'athéisme scientifique et historique », la philosophie rationnelle, la conciliation entre démocratie et autorité divine, le progressisme. Le texte fait référence à plusieurs reprises au Syllabus des idées modernes qui condamne la plupart des points de la Déclaration. Ce recueil des erreurs moderne accompagnait l'Encyclique *Quanta Cura* publiée le jour de la proclamation de l'Immaculée conception (8 décembre 1864)

<sup>24</sup> Les tertiaires sont des religieux qui vivent dans le siècle tout en restant fidèle aux trois vœux d'obéissance, chasteté et pauvreté et selon l'esprit des constitutions de l'ordre auquel ils sont rattachés.

---

début de XX<sup>e</sup> siècle. Nous pouvons y lire la critique de l'Homme de la *Déclaration des Droits* et de ses avatars.

10. En premier lieu, le citoyen tel qu'il naît de la Révolution est un individu dont la foi n'est pas nécessairement catholique. Placé sous les auspices de l'Être suprême, la *Déclaration des Droits* sonne le glas du pouvoir temporel et du monopole spirituel de l'Église en garantissant la liberté de croire ou celle d'être athée. Elle remet en cause le monopole de la détention de la « Vérité », comme le rappellent le *Syllabus* (1864) et l'Encyclique *Pascendi* (1907). L'Homme de la *Déclaration des Droits*, avant d'être un individu masculin, est d'abord un être sans religion publique si ce n'est celle de l'Être suprême. Ses héritiers, les socialistes et les francs-maçons, sont les ennemis désignés de la religion, des femmes et de la patrie :

En Italie, au contraire [de ce qui se passe aux États-Unis où la religion imprègne la vie civile], ce sont précisément ceux qui gouvernent qui sont les traîtres du bien public quand ils traitent comme des ennemis les véritables amis de la patrie et qu'ils mettent hors la loi les catholiques et qu'ils défendent les intérêts du sectarisme maçonnique qui veut le conflit le plus ouvert entre l'Église et l'État à tout prix. Et cette dissension entre Église et État doit être maintenue à tout prix en Italie parce qu'elle sert à mettre en œuvre un programme révolutionnaire et antisocial, ammorcé il y a déjà longtemps par ces véritables ennemis de la Patrie. Ceux-ci se présentent au peuple sous les traits des défenseurs de ses droits, des protecteurs d'une égalité reconquise<sup>25</sup>.

11. L'unification italienne qui s'est faite au détriment des États pontificaux s'est terminée par la prise de Rome qui devient ville capitale en 1870. Les lois scolaires visant à limiter l'influence cléricale dans l'éducation sont désignées comme un acte émanant des tenants de la Révolution qui dissout la société chrétienne. En créant une société d'égaux régie par un contrat civil, et non par l'institution ecclésiastique, la Révolution fonde une appartenance au corps politique qui est strictement dissociée de la religion. L'ordre politique et social chrétien, profondément hiérarchique, en sort bouleversé. L'Homme est ainsi un individu libre de ses croyances et égal en droit à ses congénères.

12. À la société d'égaux fraternelle et démocratique, C. Giustiniani Bandini, dont il faut rappeler qu'elle est issue de la noblesse pontificale romaine, oppose une société chrétienne hiérarchique. C'est ainsi, dit-elle à ses ouailles, « que dans notre Union, comme aux premiers temps de l'Église, tout en conservant les différences imposées par les convenances sociales, nous nous sentons sœurs »<sup>26</sup>. Cette sororité, martelée dans les discours sur la démocratie et sur les ouvrières, ne contrevient guère au principe hiérarchique qui régit la société chrétienne que l'UDCI reconstitue en son

---

<sup>25</sup> AGOP, XIV 950 GIB 12, Cristina Giustiniani Bandini, "Democrazia", ms, sd, p. 14.

<sup>26</sup> AGOP, XIV 950 GIB 12, "Democrazia", p. 2.

sein à défaut de l'imposer à la société<sup>27</sup>. Souhaitant maintenir une séparation entre les hommes et les femmes, elle récusé la volonté d'inclusion des femmes dans l'universalité laïque de la *Déclaration des Droits* prônée par les féministes. Débarrassée de ses fondements chrétiens, la société démocratique individuelle conduit les femmes [féministes] à revendiquer leur inclusion dans le corps des citoyens pour être identifiées à l'Homme, au risque de menacer l'universalité catholique et de confondre les genres :

Arriva ensuite la Révolution française, cette révolution qui perdure depuis plus d'un siècle, parcourant toutes les branches de l'organisation sociale et qui sous une nouvelle forme aujourd'hui s'envenime, défendant la rédemption de la femme et l'égalité avec l'homme dans l'universalité des droits et des œuvres<sup>28</sup>.

13. L'Homme de la *Déclaration des Droits* est ainsi un être universel-masculin – qui représente et désigne les hommes - dont le genre est remis en cause par les revendications égalitaristes. Il ne semble pas que cette conception soit récusée par la présidente. En revanche, loin de vouloir être intégrée à ce corps mâle, elle critique les demandes féministes. Ces idées qui trouvent dans le protestantisme et le libéralisme nordique un terreau fertile à leur légitimation, sont diffusées par la presse, les ouvrages et les femmes avant-gardistes qui circulent en Europe<sup>29</sup>. Elles sont appropriées par des femmes qui, sans être intégrées au corps des citoyens, revendiquent les mêmes droits que ceux des hommes. En d'autre terme, les féministes souhaitent que l'Homme soit une catégorie bisexuée comprenant les hommes et les femmes, tandis que le mouvement catholique féminin propose un autre type de citoyenneté hors de l'Homme.

Et en vérité, cette idée commence à faire son chemin. Des associations féminines se constituent pour examiner les questions qui concernent la femme, puis pour revendiquer ses droits bien ou mal compris. De l'Amérique, de l'Angleterre, des pays protestants du Septentrion de l'Europe, la nouvelle théorie est importée en Italie : les femmes cultivées, même si elles sont catholiques, croient loisible d'adhérer à de telles associations au nom de l'évolution intellectuelle. Au nom du progrès social, elles croient devoir revendiquer des droits inconnus et oubliés durant les siècles qui en ont vu le déclin : il se crée aussi parmi nous une agitation féminine, un féminisme surgit qui accepte toutes sortes d'idées et de directions, semant une grande confusion dans les esprits<sup>30</sup>.

<sup>27</sup> AGOP, XIV 950 GIB 6, Cristina Giustiniani Bandini, "Operaie e popolane", ms, sd.

<sup>28</sup> AGOP, XIV 950 GIB 4, Cristina Giustiniani Bandini, "Azione cattolica femminile e femminismo odierno", ms, sd, p. 21.

<sup>29</sup> Karen Offen, *European Feminisms*, op. cit. ; Christiane Veauvy, Laura Pisano, *Paroles oubliées, les femmes et la construction de l'Etat-nation en France et en Italie (1789-1860)*, Paris, Colin, 1997.

<sup>30</sup> AGOP, XIV 950 GIB 4, "Azione cattolica femminile" op. cit., pp. 20-22.

14. Afin de discréditer ce féminisme hérité de 1789 et assimilé au modernisme<sup>31</sup>, elle propose une lecture de celui-ci comme une masculinisation des devoirs féminins. C'est parce qu'elles ont été amenées à travailler dans les usines, à fréquenter les hommes sous la pression des évolutions économiques et sociales, que les femmes ont voulu les imiter :

Entendant constamment parler de droits de l'homme, [la femme] s'est demandé si elle n'avait pas elle aussi des droits à invoquer, et voyant l'homme s'organiser en ligues protectrices, en sociétés de prévoyance et de secours mutuel, elle a voulu le suivre, et pas seulement dans ces nouvelles conceptions de vie sociale mais jusque dans les universités, au barreau, au parlement. L'ensemble de ces aspirations et circonstances a déterminé une réaction. Cette réaction qui a voulu s'appeler féminisme<sup>32</sup>.

15. Le féminisme hérité de la Révolution fonde ses revendications sur une conception de la femme-individu, citoyenne civile et politique. Cette conception laïque – ici, non confessionnelle – remet en cause la distinction ontologique, d'origine divine, entre les sexes. Faisant éclater le noyau familial en rendant possible le divorce, elle sanctionne l'érosion de l'influence de l'Église catholique dans les affaires temporelles par la remise en cause d'une conception de l'autorité politique d'origine divine.

16. Tout en se faisant la championne de la femme, la présidente défend une conception catholique qui voit dans la différence sexuelle une volonté divine et dans son expression sociale inégalitaire un fonctionnement harmonieux du corps social. La pensée intransigeante de Cristina Giustiniani Bandini puise dans la doctrine catholique<sup>33</sup>, mettant en avant l'égalité des « vocations surnaturelles », l'égale dignité de la femme et de l'homme devant Dieu, sans pour autant que cette dignité implique des devoirs et des rôles sociaux identiques. Elle explique ainsi que :

La femme a les mêmes droits humains que l'homme, les mêmes responsabilités morales suprêmes et les mêmes fins ultimes. Les droits domestiques, sociaux, politiques n'importent que dans la mesure où ils participent de la poursuite de ces très hautes fins et qu'ils tendent au perfectionnement moral tant des individus isolés que de la société toute entière. Alors, ce fut le législateur suprême qui fixa dans la place de chacun dans la Création. Dieu avait créé la femme comme compagne de l'homme c'est-à-dire égale à lui en droit et aspirations ainsi que dans l'état de grâce où cette exquise harmonie se serait certainement maintenue. Mais la grâce ravie par le péché, l'ordre de la nature étant bouleversé, il fallut une nouvelle intervention de Dieu pour remédier au désordre ultérieur et grave

---

<sup>31</sup> Les associations dont parle Giustiniani Bandini ne sont autres que les dirigeantes des mouvements féminins catholiques lombards, à commencer par Sabina Parravicino qui a traduit l'œuvre de M<sup>sr</sup> Ireland sur l'Église et la société moderne et importé en Italie la pensée conciliatrice avec la modernité des évêques américains.

<sup>32</sup> AGOP, XIV 950 GIB 4, "Azione cattolica femminile", *op. cit.*, p. 25.

<sup>33</sup> Jean-Marie Mayeur, « Catholicisme social, catholicisme intransigeant, démocratie chrétienne », dans *Annales Economie Sociétés*, n° 2, mars-avril (1972), pp. 483-499.

---

apporté au dessin divin. Dieu commanda à la femme : Tu seras soumise à l'homme.

Et c'est ainsi que depuis l'aube de l'humanité a été imposé cet état de soumission à l'égard du mari, non de l'homme, dont il faut rappeler qu'il ne signifie pas infériorité mais hiérarchie<sup>34</sup>.

17. Distinguant le mari de l'homme, l'auteure établit une frontière au sein du groupe des femmes. Les femmes mariées seront soumises tandis que celles consacrées à Dieu jouiront d'une autonomie plus grande. Ce « féminisme chrétien » proposé par la présidente de l'*Union des femmes catholiques d'Italie* ne propose nullement de donner plus d'espace aux femmes dans l'institution religieuse et ne se nourrit pas d'une mystique féminine. L'économie des rapports sociaux de sexes profondément inégalitaire dans l'Église, n'est pas remise en question. Elle est au contraire légitimée par la défense d'un régime de certitude gouvernant l'institution qui fonde l'autorité sur la parole pontificale et non l'expérience du chrétien<sup>35</sup>.

18. En creux des critiques portées aux féministes, nous pouvons identifier ce que représente l'Homme de la *Déclaration des Droits* aux yeux de la dirigeante de l'UDCI. C'est un individu promoteur de la laïcité, masculin et égal en droit à ses semblables. Il possède des droits, ceux de la *Déclaration des Droits*, qui se distinguent des « droits humains » mentionnés plus haut. Par opposition à cet Homme – et à celles qui veulent être incluses dans cette catégorie –, comment définir la citoyenne chrétienne ?

### **III. Une citoyenne catholique contre l'Homme de la Déclaration des droits**

19. Contre le modèle de citoyenneté hérité de la Révolution pensé comme universel-masculin<sup>36</sup>, une citoyenneté féminine catholique est proposée par l'UDCI. Elle s'enracine dans un Moyen-Âge mythique, âge d'or du pouvoir temporel des papes et moment de rayonnement des Dames. Le texte publié en annexe retrace l'histoire de la condition féminine en mettant en avant le rôle du catholicisme dans ce que l'auteure considère être la valorisation de

---

<sup>34</sup> AGOP, XIV 950 GIB 5, CRISTINA Giustiani Bandini, "Missione della donna nell'ora presente", ms, [v.1910], p. 17

<sup>35</sup> Jacques Lagroye, *La vérité dans l'Église catholique. Contestation et restauration d'un régime d'autorité*, Paris, 2006. Au début du XX<sup>e</sup> siècle, c'est un régime d'autorité fondé sur l'infailibilité pontificale en matière doctrinale et sur l'obéissance au clergé – donc aux hommes – qui s'institutionnalise. Cristina Giustiani Bandini et son œuvre font partie intégrante de ce mouvement.

<sup>36</sup> Annarita Buttafuoco, *Donne e cittadinanza*, op. cit., pp. 14 et suiv.

la femme<sup>37</sup>. C. Giustiniani Bandini explique d'abord que c'est le christianisme qui a libéré la femme de la servitude dans laquelle elle était tenue dans le matriarcat puis le patriarcat de l'Antiquité païenne. Le christianisme aurait affranchi la femme en lui conférant une dignité égale à celle de l'homme devant Dieu. Tout au long des siècles, selon la présidente de l'association, les femmes, et plus particulièrement les religieuses – tertiaires et moniales – ont joué un rôle important dans la société : « Durant cette période historique, le mouvement féminin chrétien suit de près le développement progressif de la civilisation »<sup>38</sup>. La chevalerie et les Croisades sont un moment où les châtelaines étendent leur pouvoir domestique, administrent les terres et commandent aux vassaux pendant l'absence des croisés.

C'est donc précisément durant le Moyen Âge calomnié qu'advint le règne social de la Femme Chrétienne, et il ne pouvait en être autrement en ces temps d'idéalisme pur, en pleine floraison d'influence religieuse dans tous les domaines de la vie civile<sup>39</sup>.

20. Les guerres du XIII<sup>e</sup> siècle, durant lesquelles le pouvoir temporel du pape est mis à mal, puis le « réveil des idées de l'ère païenne en France » font perdre à la femme les fruits du progrès chrétien. L'érosion de l'autorité ecclésiastique se poursuit et s'accompagne de celle du pouvoir féminin. Le point d'orgue de la remise en cause des prérogatives féminines correspond, selon C. Giustiniani Bandini, à la Révolution française. Souhaitant effacer les traces de cet événement et renverser le référentiel démocratique, elle propose une autre forme de citoyenneté que celle de la *Déclaration des Droits*. Le lieu d'exercice de la souveraineté est déplacé hors des cadres révolutionnaires : la citoyenne catholique n'est pas représentée par l'électeur chef de famille. Elle a une autonomie propre, des droits qui ne sont pas naturels mais reconnus dans la mesure où ils garantissent la mise en conformité de la cité terrestre avec la cité de Dieu. Pour poursuivre cette fin la citoyenne catholique agit dans le siècle en mère spirituelle ou biologique.

### A. La maternité citoyenne

21. Les catholiques et les féministes laïques partagent à la Belle Epoque l'idée que la maternité est constitutive de l'expérience féminine. Selon une stratégie des petits pas ou par conviction, elles mettent en avant la maternité en tant qu'expérience qui les rend capables d'être "naturellement" les éducatrices du peuple<sup>40</sup>. Mais, à la différence du

<sup>37</sup> Afin de rendre compte fidèlement de sa pensée, nous adopterons le singulier pour désigner la femme comme catégorie d'individu.

<sup>38</sup> AGOP, XIV 950 GIB 4, "Azione cattolica femminile" *op. cit.*, p. 18.

<sup>39</sup> AGOP, XIV 950 GIB 4, "Azione cattolica femminile" *op. cit.*, p. 19.

<sup>40</sup> Annarita Buttafuoco, *Donne e cittadinanza*, *op.cit.*, p. 19.

féminisme laïc qui fait de l'égalité civile voire politique une fin, les catholiques de l'UDCI ont pour finalité première la reconquête d'un pays jugé déchristianisé.

22. La place des femmes dans la cité chrétienne est fondée sur ce qui les distingue des hommes : la maternité. Si les femmes ont les mêmes droits et les mêmes devoirs que les hommes, dans une perspective égalitariste – qui prend pour modèle la Déclaration des Droits –, alors, l'accomplissement de leur mission maternelle s'en ressentirait, explique-t-on dans le bulletin de l'UDCI. Rivaless des hommes et délaissant leur foyer, les mères perdraient les aptitudes propres à leur sexe, redéfinissant les attributions de genre. Comme l'indique un article publié au printemps 1911 dans le bulletin de l'association,

les avocates, les députées, les policières et tout ce qui s'ensuit, n'auront pas le temps d'être épouses et mères ; et ceux qui veulent ouvrir l'accès à toutes les professions ignorent ou oublient que la femme est essentiellement mère. Et c'est ce qu'elle est, quand, à défaut de vouloir ou de pouvoir accomplir sa mission maternelle auprès de créatures qui sont plus immédiatement et particulièrement les siennes, elle accomplit une vocation plus sublime envers la société, la mission grandiose et très douce d'une maternité spirituelle. C'est cela par excellence la « mission providentielle » que la société, composée en grande partie d'hommes, nous demande d'accomplir<sup>41</sup>

23. Cette forme de participation à la vie de la cité par la maternité ne s'exprime pas nécessairement par le suffrage<sup>42</sup>. En France, elle se manifeste par l'action sociale comme par l'encouragement à la participation indirecte au scrutin électoral, signe d'une acculturation plus grande et d'un pragmatisme de la hiérarchie catholique dans un contexte de suffrage universel<sup>43</sup>. En revanche, en Italie, le suffrage reste censitaire et capacitaire jusqu'en 1919, malgré un élargissement du corps électoral en 1912. Ce contexte rend d'autant moins contestée la direction intransigeante de l'association qu'il ne rend pas nécessaire aux yeux des catholiques l'implication des masses féminines dans le jeu politique. Toute forme de participation politique, directe ou indirecte, des catholiques de l'UDCI est ainsi exclue de l'espace des possibles. La reconquête doit être spirituelle et passer par les œuvres. Les « citoyennes de dieu » seront soit des mères chrétiennes aux enfants vertueux, soit des chrétiennes viriles, mères spirituelles de la société dans son ensemble - nous y reviendrons.

<sup>41</sup> Paolina Carloni, "Dove vogliamo arrivare ?", *Bollettino dell'Unione fra le donne cattoliche d'Italia*, n°24 (1912), p. 7.

<sup>42</sup> M. Della Sudda, *Une activité politique féminine conservatrice*, op.cit. et « Une citoyenneté sans le vote ? », communication à la journée d'études organisée par Anne Verjus et Renaud Payre, *Existe-t-il un vote féminin ? Retour sur un objet polémique*, Lyon, Triangle, 28 juin 2008.

<sup>43</sup> M. Della Sudda, « La politique malgré elles », *Revue française de science politique*, vol. 60, n° 1 (2010), pp. 37-59.

## B. L'expression de la citoyenneté catholique par les œuvres

24. La citoyenne catholique est ainsi invitée à tisser un maillage d'œuvres sociales et religieuses pour attirer à elle les âmes égarées en soulageant la misère matérielle et morale, à l'exclusion de toute autre forme de participation politique à la vie de la cité. L'expression de la souveraineté ne se fait pas au moyen des urnes mais par la participation aux œuvres. La dimension profondément anti-démocratique de la pensée de la présidente de l'association se révèle dans les injonctions faites aux militantes :

Les vrais démocrates sont peu nombreux, parce que l'esprit chrétien qui porte au sacrifice n'est compris que par un petit nombre. Rappelons nous que la véritable démocratie chrétienne, comme le dit le Pape Léon XIII, doit tendre à des conditions moins dures pour ceux qui vivent d'un travail manuel pour qu'ils parviennent à faire face aux nécessités de la vie et puissent tant dans leur famille que dans la vie publique remplir librement leurs devoirs moraux et religieux. Elle doit également respecter et protéger les intérêts moraux et économiques de toutes les classes et ressusciter en chacun la conscience des devoirs envers Dieu, envers eux-mêmes, envers la famille et la société. Alors, la femme catholique aura elle aussi sa part d'action dans ce magnifique programme social, s'inspirant précisément de ces enseignements. La femme est à la fois la génitrice de la famille et la régénératrice de la société. Le cœur est son secret et sa force : rendue consciente de ses devoirs religieux et sociaux, elle saura dans son cœur même trouver toutes les ressources nécessaires pour assainir la société corrompue. Mais pour accomplir efficacement cette mission qui est la sienne, il est nécessaire que la femme soit au contact de toutes les misères et de toutes les douleurs, qu'elle descende au milieu du pauvre peuple pour sentir les plaintes et panser les plaies.<sup>44</sup>

25. De cette conception intégraliste<sup>45</sup> du catholicisme qui fait de la femme, parce que mère, l'être le mieux à même de refaire la société chrétienne, découle la fondation de nombreuses œuvres sociales à mi-chemin entre la charité et l'action sociale<sup>46</sup>. C'est aussi l'échec des hommes dans les assemblées politiques qui ne sont pas parvenus à enrayer la laïcisation de l'appareil d'État et la déchristianisation de la société qui justifie la mise en avant de ce type de citoyenneté.

26. La virilisation des femmes catholiques, entendue non comme masculinisation mais comme inculcation du courage et de la vertu est un

<sup>44</sup> AGOP, XIV 950 GIB 4, "Azione cattolica femminile" *op. cit.*, pp. 47-50.

<sup>45</sup> Emile Poulat, *Intégrisme et catholicisme intégral. Un réseau secret international antimoderniste : La Sapinière (1909-1921)*, Tournai, Caterman, 1969 ; J.-M. Mayeur, *Catholicisme social et démocratie chrétienne. Principes romains, expériences françaises*, Paris, Ed. du Cerf, 1986, chap. 1.

<sup>46</sup> AGOP, XIV 950 GIB 23, « Registri di conferenze ». On y trouve le nombre d'œuvres sociales de l'association pour les années 1912-1913.

thème récurrent des discours militants de l'UDCI. Elle s'oppose à la lâcheté des hommes qui cèdent aux pressions des masses dans un contexte démocratique et abandonnent leur conviction religieuse pour des profits matériels dans une société capitaliste. La femme virile emprunte au modèle de la femme forte des Ecritures et caractérise les modèles de sainteté féminine à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>47</sup>. Rassemblées dans une union, ces « chrétiennes viriles » concilient le catholicisme et l'italianité, jusqu'alors présentées par la hiérarchie catholique comme incompatibles :

Nous sommes une Union entre les femmes catholiques, non des femmes, non de toutes les femmes catholiques. Nous sommes une Union de toutes ces femmes italiennes, qui sont conscientes du danger menaçant qui guette la famille chrétienne et leur propre dignité, et qui sentent le devoir impérieux de se regrouper dans un faisceau pour s'opposer gaillardement à la propagande irrégulière et sectaire, et de travailler avec l'Église pour tout restaurer dans le Christ (restaurare omnium in Christo)<sup>48</sup>.

27. Ces catholiques militantes sont aussi des patriotes. Dans son appel à l'union, la présidente tente de concilier deux identités contradictoires au moment de l'unité : celle de catholiques fidèles au pape et celle d'Italiennes fidèles à la Patrie. L'engagement religieux et patriotique qui ne se manifeste plus principalement par l'aumône mais par une action collective s'incarne dans la lutte. Les discours se chargent alors d'un vocabulaire guerrier. Ce vocabulaire martial pourrait être mis en regard de l'interdiction faite aux femmes de porter les armes et de se réunir dans des clubs contribuant à masculiniser l'Homme-citoyen lors de la Révolution<sup>49</sup>. Il distingue alors les catholiques combattantes pour une juste cause par opposition aux hommes non-virils de la société démocratique et aux féministes. On retrouve quelques années plus tard lors du discours d'inauguration de l'UDCI en 1919, cette injonction aux femmes catholiques de M<sup>gr</sup> Serafini, assistant ecclésiastique :

Sortez sur le champ, filles de Dieu, combattre contre les filles de Satan, sortez sur le champ, citoyennes de la cité de Dieu, pour lutter contre les citoyennes de la cité du monde. Conscientes de la grandeur de votre mission et conscientes de la faiblesse de votre nombre, vous êtes venues aux pieds de Celui de qui tous descendent, pour Lui dire : Toi qui peux tout, Toi qui nous aides, nous, pour donner notre contribution à la sainte cause de la religion menacée, nous défierons impavides tous nos ennemis<sup>50</sup>.

28. Il y a bien deux matrices de citoyenneté dans cette conception catholique : l'une héritière de la Révolution, réclamée par les féministes

<sup>47</sup> Francesco De Palma, « Il modello laicale di Anna Maria Taigi », dans Emma Fattorini, *Santi, culti e simboli nell'età della secolarizzazione (1815-1915)*, Turin, 1997, p. 530.

<sup>48</sup> Cristina Giustiani Bandini, « Per la sincerità e la chiarezza », *Bollettino dell'Unione fra le donne cattoliche d'Italia*, 1, marzo 1910, 1.

<sup>49</sup> D. Godineau, *Citoyennes tricoteuses. Les femmes à Paris pendant la Révolution française*, Paris, Perrin, 2004 (1988).

<sup>51</sup> R. Rémond, *Histoire du catholicisme en France – La période contemporaine*, André Latreille et al., Histoire du catholicisme en France, Paris, Spes, 1962, pp. 579-580.

---

égalitaristes et laïque ; l'autre qui doit lui être supérieure, qui vise à rétablir la prévalence de la cité de Dieu sur la cité terrestre dans la lignée du néo-thomisme du pontificat de Pie X.

#### **IV. L'acceptation du suffrage, une féminisation de l'Homme de la Déclaration ?**

29. Dans les écrits diffusés par l'UDCI tout comme dans les conférences de la présidente qui ne cesse de parcourir la péninsule pour y implanter des comités, se dessine en creux le genre de l'Homme : un individu masculin, athée ou promoteur de la laïcité, qui s'exprime par le suffrage dans une société contractuelle et non organique. Par opposition, la restauration catholique telle que la promeut l'UDCI passe par une plus grande capacité d'action accordée aux femmes, plus particulièrement de l'élite – consacrée – appelées à devenir les citoyennes de Dieu<sup>51</sup>. La masculinité de l'Homme est moins problématique que son athéisme sous la présidence de C. Giustiniani Bandini.

30. Au sortir de la Grande Guerre, qui peut-être analysée comme la dernière guerre de l'unité italienne car l'Union sacrée a réconcilié les catholiques avec le Royaume, la critique de l'athéisme s'atténue. La philosophie séparatiste et sexualiste de la première présidente fait place à un autre discours sur la citoyenneté. Le 19 août 1918, la nouvelle présidente de l'UDCI nommée en 1917, Maddalena Patrizzi, présente une requête concernant l'extension de demande de droit de vote aux femmes, à la Commission de l'après-guerre :

Depuis le 18 août 1918, j'ai demandé à la Commission de l'après-guerre d'accorder le droit de vote aux femmes, non en raison d'un féminisme ambitieux et entreprenant mais parce que sur ce sujet aussi (il faut le dire) je touchais du doigt la façon dont les intérêts féminins sont méconnus et mal défendus par les hommes.<sup>52</sup>

31. Au nom d'un féminisme modéré, donc acceptable, et en raison de l'incapacité des hommes à représenter les femmes, la nouvelle présidente défend sa revendication devant la commission qui décide d'élargir à tous les Italiens le droit de suffrage. La réforme électorale ne concerne pas les femmes dans l'immédiat. Le modèle de citoyenneté féminine catholique proposé n'est ni conjugaliste, au sens où la cellule de base de la citoyenneté serait le couple représenté par le citoyen électeur, ni individualiste, mais

---

<sup>52</sup> Istituto Paolo VI, Fondo UDCI, busta n.1, congresso U.F.C.I. 1919.

sexualiste pour reprendre les catégories élaborées par Anne Verjus<sup>53</sup> : si les femmes votent – étape préalable à la représentation par les femmes –, les hommes qui font les lois seront attentifs à leurs intérêts supposés féminins. Dans cette association catholique, une inflexion forte se fait sentir dans la conception du suffrage et de la démocratie qui tend à bisexualiser l'Homme de la *Déclaration des Droits* pour faire des droits du citoyen des attributs de chacun des sexes.

32. Ce revirement des positions de l'association ne correspond pas à une évolution doctrinale de Cristina Giustiniani Bandini mais à une volonté du pape Benoît XV de rallier véritablement les catholiques européens à la démocratie. Celui-ci cesse de s'opposer au suffrage féminin en 1917 et déclare à une journaliste féministe catholique qu'il « approuve » les électrices<sup>54</sup>. Cette prise de position au sommet de l'Église imprime à l'ensemble des mouvements féminins catholiques un caractère nouveau : ces organisations sont invitées en 1919 à préparer les femmes au suffrage et à se rallier à une conception bi-sexuée de l'Homme citoyen. Cet Homme abstrait incarné par les citoyens et citoyennes électeurs doit devenir catholique et c'est là le nouvel enjeu de la bataille que mènent les mouvements d'Action catholiques. Les conséquences politiques de ce changement se font sentir en Italie mais aussi en France où les organisations masculines et féminines catholiques se mobilisent pour mettre le droit de vote féminin à l'ordre du jour politique. Elles rejoignent ainsi l'espace des mobilisations en faveur du suffrage et participent à la mise à l'ordre du jour du vote féminin en Italie en 1919 puis en 1924, sans toutefois obtenir sa réalisation dans le contexte du fascisme<sup>55</sup>.

Magali Della Sudda  
Institut universitaire européen de Florence  
magali\_ds@hotmail.com

---

<sup>53</sup> Le terme conjugalisme est apparu au XIX<sup>e</sup> siècle, il est repris dans l'acception de la promotion du couple par le « Groupe de diagnostic sociologique » N. Lapierre, E. Morin et al. (dir.), *La femme majeure : nouvelle féminité, nouveau féminisme*, Paris, Seuil, 1972 ; A. Verjus propose d'en faire une catégorie analytique de la citoyenneté. Cf. *Les femmes, épouses et mères de citoyens, ou de la famille comme catégorie politique dans la construction de la citoyenneté (1789-1848)*, thèse de doctorat d'Études Politiques sous la dir. de P. Rosanvallon, EHESS, 1997, pp. 251 et suiv. ; ainsi que « Entre principe et pragmatisme. Députés et sénateurs dans les premiers débats sur le suffrage des femmes en France (1919-1922) », *Politix* (2000), 51, pp. 55-80 et surtout pp. 57-64, ainsi que *Le Bon mari. Une histoire politique des hommes et des femmes à l'époque révolutionnaire*, Paris, Fayard, 2010.

<sup>54</sup> Interview of Benedict XV by Annie Christich, *The Catholic Citizen. Organ of the Catholic Women Suffrage Society*, July 15th, vol. 5, 7 (1919), pp. 1-2.

<sup>55</sup> M. Bigaran, « Il voto alle donne in Italia dal 1912 al fascismo », *Rivista di storia contemporanea*, vol. 16, 2, (1987), pp. 240-265.

---

**ANNEXE****Cristina Giustiniani Bandini, Azione cattolica  
femminile e femminismo odierno****ms. (AGOP XIV, 950 GIB 4)**

Cahier n. 1, numéroté à la main de 58 feuilles. Entièrement manuscrit. Sans date, vers 1910 probablement.

Fra le questioni che agitano in questo momento le menti dei pensatori, non ultima è certo quella del risveglio della individualità femminile – questione importantissima in sé pel suo complesso e per le sue conseguenze – e che conviene seriamente e profondamente ponderare.

Non sono più oramai rare unità quelle donne che, almeno dal lato economico reclamano il loro diritto ad una vita più elevata e più piena, sono numerose federazioni nazionali ed internazionali, sono masse che, rese attente dalle trasformazioni sociali che avvengono attorno da esse, si levano e protestano contro un stato d'inferiorità nel quale la donna fu tenuta fin qui contro un stato di asservimento – maggiore ancora nel diciannovesimo e nel ventesimo secolo che non nei secoli che precedettero (p. 2).

Voler pretendere che fino a un secolo fa le donne non ebbero qualsiasi influenza nella famiglia o anche nei destini dei popoli, sarebbe far prova di una strana ignoranza.

Fino dalla più remota antichità parecchie di esse ebbero una parte segnalata nella storia, e se risalendo ai primordi dell'umanità si consideri la donna fra i popoli primitivi – tenendo conto della differenza d'ambiente e del grado di civiltà – spesso la sua situazione ci appare superiore ancora a quella della donna nella società odierna (p. 3).

Richiamando però al pensiero quelle remote epoche storiche, alle quali studi recenti hanno apportato luce meravigliosa, rimaniamo colpiti dal fatto della fisionomia essenzialmente familiare, che presenta ognora la donna ; la quale rivela così la missione principale, assegnatale dalla provvidenza ; fisionomia tipica, che non esclude per la donna stessa altre vocazioni sociali ; ma che soltanto

imprimono a queste un carattere derivato, siccome un riflesso di quella stessa funzione principalissima nella famiglia.

Si, diciamolo subito ; la donna ha, accanto a suoi uffici santi di sposa e di madre anche altre funzioni nella società ; ma queste non sono che una estensione e continuazione (p. 4) di quelle famigliari ; per cui essa trasfonde nell'umanità intera lo stigma, le virtù e l'anima della vita domestica : onde questo risultato, confermato esso pure mirabilmente dalla storia, che quanto più si approfondisca e s'intensifichi per merito della donna questo focolare di vita interiore nella famiglia, tanto più si prolungano, luminosi, variopinti e fecondi i raggi della sua benefica attività esteriore nella società.

Bensì conviene ancora riconoscere che tale legge storica che diremo di proporzione nella missione della donna, non si avvera appieno che il cristianesimo preparato dall'ebraismo, sicché quello che oggi diciamo movimento femminista, (p. 5) nella sua parte sana e corretta non presenta nulla di sostanzialmente nuovo ; ma è svolgimento indefinito di una legge di cristiana civiltà.

A tale tipo di legge normale via hanno però delle eccezioni.

Presso alcuni popoli dell'Asia, contemporanei dei grandi periodi storici, la donna aveva il diritto supremo che le veniva dall' stesso suo sacro dovere di maternità – così affermano gli investigatori delle storie – e questo fatto del resto si è riscontrato in America ed anche ai giorni nostri in certe tribù del centro dell'Africa.

Quest'epoca, (che si è convenuto chiamare del matriarcato), deve aver certo [fiorito] in periodi di tribù è famiglie perfettamente nomadi, dove l'uomo era tratto alla caccia (p. 6) e alla pesca e preferiva il compagno delle sue scorrerie alla compagna di abitudine famigliari che egli non aveva. La donna restava quindi a sè, signora assoluta della sua famiglia – Uno spirito di civiltà deve aver ricondotto per un momento l'equilibrio famigliare, ma la poligamia prevalsa subito dette luogo al Patriarcato, il quale ha perdurato sino a noi, più o meno mite, secondo che la donna fu più o meno considerata per rapporto al marito.

Durante questo periodo, molti popoli, (seguendo una tradizione primitiva, raccolta non solo nei libri Ebraici, ma ancora nei libri Greci ed anche Cinesi – che il male era entrato nel mondo per mezzo della donna, e che la compagna dell'uomo era la tentatrice) (p. 7) fecero cadere sul capo di lei tutto il peso di quel primo peccato che mutò le sorti dell'umanità.

La donna nella legislazione fu generalmente tenuta in niun conto, fu quasi esclusa dal civile consorzio e perfino nella famiglia, ove per diritto avrebbe dovuto essere regina, fu trattata da schiava e considerata come cosa dell'uomo. Solo all'ombra del tempio o sotto il velo verginale, sacerdotessa o vestale, la donna ebbe qualche favore anche prima del Cristianesimo.

Per vederla elevata all'amore di una pubblica azione bisogna poi soffermarsi sulle coste dell'Asia Minore, innanzi ai periodi della civiltà ionica allo splendore delle corti di così detti tiranni (p. 8) La poesia greca ci tramanda i nomi delle Corinne e delle Saffo e lo splendore e insieme la corruzione del secolo di Pericle e nomi delle Aspasiae.

Anche nella parte più leggendaria della storia Romana appaiono figure luminose di donne quali le Lucrezia, la Clelie, le Veturia che in qualche modo influiscono sugli avvenimenti pubblici e ne possiamo dedurre che, prima che l'ordinamento militare prevalesse nel diritto, la donna doveva avere una posizione ragguardevole nello stato – Ma fra scorsi i secoli di severa moralità che mantennero a Roma l'aspetto di un paese patriarcale, sparite (p. 9) le ultime tradizioni Platoniane la "patria potestas" rivela in tutta la sua durezza: la donna perde man

mano quel tipo familiare, può pure in certi casi vendere, comperare e disporre della sua proprietà a suo talento.

Caduta la Repubblica, sale la spacciata corruzione sul trono dei Cesari e nella capitale del mondo, la donna scende nuovamente all'ultimo gradino sociale – Ecco in pochi tratti la storia dell'antico femminismo (lasciate mi passare la parola anacronista) e da questo rapido sguardo dato all'Ero Antico concludo: Presso le nazioni divenute civili e nei più bei periodi della loro civiltà, la donna è tenuta in considerazione (p. 10) ed ha anche parte nella vita sociale del suo paese; solo presso alcuni popoli barbari o nei periodi di decadimento sociale, quando l'uomo abbrutisce sotto il dominio delle sue passioni, la donna che non può sottrarsi alle sociali condizioni, è quale serva e schiva confinata fra le domestiche pareti (p. 11).

Ma viene il Cristo a redimere il mondo e Egli dà principio alla sua divina missione colla restaurazione della dignità muliebre. Quel giorno in cui al pozzo di Sicker egli conquide il cuore della donna di Samaria, quel giorno s'inizia il nostro movimento femminile cristiano.

Il primo Apostolo ne fu la donna peccatrice che corse ai suoi concittadini e li condusse a Gesù.

Non meno di lei peccatrice, Maria di Magdalena è da Gesù prescelta ad annunziare agli stessi apostoli la risurrezione dell'Uomo Dio...e se donne, già rotte ad ogni vizio, purificate nell'amore, divengono alla loro volta strumenti di purificazione e di eterna salvezza, (p. 12) quale influsso vivificante non spanderanno anime pure ed illibate col profumo del loro candore? E vediamo intorno al Salvatore schierarsi le Sante Donne, le Diaconesse associare la loro opera a quella dei primi apostoli della Verità, le Vergini, le Vedove stringersi intorno ai successori di Pietro e per entro le nebbie della procace corruzione romana, trasvolano le misteriose figure di Prisca di Lucina, di Prassede, di Cecilia che si fanno le Madri e le tutrici dei poveri e dei bisognosi, gettano il seme di quelle associazioni di beneficenza e di carità cristiana, che grandeggeranno poi attraverso i secoli (p. 13).

Il movimento femminile cristiano determinò per primo un risorgimento femminile domestico e sociale.

Il cristianesimo combattendo la poligamia ed imponendo l'unità ed il legame matrimoniale, riordina la Società colla restaurazione severa dei diritti e dei doveri famigliari, e col richiamare gli uomini agli elementi del diritto naturale, col purificare quella gran molla dell'universo che si chiama amore e che il paganesimo aveva svisato completamente, permette alla donna di esplicare efficace ed intera la sua azione in seno alla società. Essa cessa di essere guardata come un strumento grazioso, ma sempre vile, essa si sente compagna dell'uomo e condizione della sua esistenza, (p. 14) riprendere coscienza dei suoi diritti, perfezionando al tempo stesso quella dei propri doveri – Alle sante matrone che in fondo alle tetre prigioni e nei cunicoli oscuri delle catacombe assistono i confessori di Cristo, concorsero a questa restaurazione.

Il medio evo continua la grande conquista del Cristianesimo. Nelle città la donna rimane generalmente estranea alle sollecitudini (p. 15) e ai pericoli del potere, ma gode di tutte le libertà civili.

Essa influisce nei costumi che sono di molto superiori alle leggi.

Ha l'iniziativa dell'educazione da cui dipende l'avvenire dei popoli nonché potrei dire ha il monopolio della beneficenza – Madre, torna ad assidersi regina al domestico focolare; sposa, influisce potentemente sull'animo del consorte; sorella è l'angelo tutelare della casa. L'infanzia, la povertà, il dolore passano sotto l'esclusivo suo dominio (della donna cristiana) e da quel punto pare che nulla di

grande debba accedere in seno alla Chiesa di Cristo senza che una donna si abbia parte.

Mentre Costantino inalbera trionfalmente il suo Labaro in Campidoglio, Elena rialza, (p. 16) spora le rovine di Gerusalemme un Labaro ben più prezioso, la stessa Croce del Nostro Redentore.

Clodoveo vince a Tolbiac invocando il Dio di Clotilde, le lagrime di S. Monica riscattano gli errori di Agostino e vediamo perfino il nome di due dame romane, Paola e Eustochio in testa alla Volgata associato a quello del Dottor Massimo S. Girolamo. Più tardi S. Basilio padre della vita cenobita in Oriente e S. Benedetto della Monastica in Occidente ebbero valido concorso dalle loro sante sorelle Macrina e Scolastica come l'ebbero ancora Francesco d'Assisi da S. Chiara e i frati di S. Domenico da S. Caterina di Siena. Matilde di Canossa sostiene colle sue caste mani il trono vacillante di Gregorio VII (p. 17) la saviezza della regina Bianca domina il regno di Luigi IX – la Beata Giovanna d'Arco salva la Francia e Isabella di Castiglia presiede alla scoperta del nuovo mondo.

In questo periodo storico il movimento femminile cristiano segue da vicino lo sviluppo progressivo della civiltà. Le lettere erano coltivate al VII e nell'VIII secolo con non minore cura dei monasteri femminili che nei monasteri maschili e nel campo religioso i monasteri delle vergini non hanno minore importanza né minore influenza sia morale sia sociale, qualche volta anche politica che i monasteri di uomini; i terz'ordini femminili esplicano la loro azione al pari dei Terz'ordini maschili : (p. 18)

La donna virtuosamente bella ispira i nostri voti e i nostri artisti, mentre consola i derelitti in seno alle famiglie, come più tardi gli'infermi e i prigionieri negli ospedali e nelle carceri.....

Nel Medio Evo poi si compie pure una di quelle trasformazioni nel concetto sociale riguardo alla donna che non posso passare sotto silenzio perché mostra che anche all'infuori dello stretto limite posto dal dovere la donna può esercitare la sua influenza sui costumi civili del suo tempo. Alludo alla cavalleria che se in tempi posteriori traligava in galanteria fu in principio una istituzione di carattere religioso e sacro che obbligava gli ascritti a numerose osservanze e perfino a voti solenni – (p. 19) Il Cavaliere era il tutore naturale di ogni genere di debolezza, ma lo sguardo di una donna, spesso il semplice pensiero ingentiliva quel cuore battagliero ove scorrevano ancora onde di sangue barbaro. Al grido "per Dio e la mia Dama" l'orgoglio militare si umiliava, si nobilitava il mestiere delle armi, gli'istinti sensuali cedevano alle leggi dell'onore, di quell'onore pudore virile che interdiceva ai valorosi qualunque atto capace di velare di rossore la fronte della donna amata.

E mentre si organizzano le Crociate la Castellana ha la cura e la difesa dell'azienda domestica, il diritto di sovranità le è riconosciuto e spesso ottiene di capitanare essa stesse i propri vassalli. Precisamente dunque nel calunniato Medio Evo avemmo il regno sociale della Donna Cristiana – e non poteva essere altrimenti in quei tempi d'idealismi puri, fra tanta fioritura d'influenza religiosa in ogni campo della vita civile. Ma vennero le interminabili guerre del XIII secolo, poi lo scisma d'Occidente; alla corte de Medici e più tardi in Francia si rinnovarono i costumi, si risvegliarono le idee dell'era pagana e col dilagare dell'umanesimo la donna torno a perdere man mano parecchi frutti di quel progresso acquistato sotto l'era cristiana.

Segue poi la rivoluzione francese, quella rivoluzione che perdura da oltre un secolo trascorrendo da ramo a ramo dell'organizzazione sociale e che sotto nuova forma oggi s'inasprisce propugnando la redenzione della donna e l'uguaglianza coll'uomo nell'universalità dei diritti e delle opere. E invero tale idea a

---

poco a poco comincia a farsi strada, si formano associazioni femminili per esaminare le questioni che interessano la donna, poi per rivendicarle questi bene o male intesi suoi diritti. Dall'America, dall'Inghilterra, dai paesi protestanti del Settentrione dell'Europa la nuova teoria è importata in Italia: le donne colte, anche se cattoliche, credono lecito aderire a tali associazioni in nome dell'evoluzione intellettuale; in nome del progresso sociale credono dover rivendicare diritti sconosciuti e dimenticati in tutti i secoli che videro il tramonto: (p. 22) si crea anche fra noi un'agitazione femminile, sorge il femminismo che accetta ogni specie d'idea d'indirizzi seminando non scarsa confusione delle menti. Ma il movimento femminile cristiano conta venti secoli di esistenza.

Nel giorno solenne della redenzione, sulla velta del Calvario ove l'Uomo Dio spirava già, trovavasi riunita la prima associazione femminile che dal Cristo doveva prendere il nome.

E mentre il movimento femminile cristiano ha con provvidi criteri ed istituzioni seguito e favorito l'evoluzione sociale dei tempi, senza mai uscire dalla sua sfera d'azione, il movimento femminile odierno vorrebbe con arti insidiose trarre la donna da quell'altezza rispettata e sublime assegnatale dalla stessa natura e perciò (p. 23) da dio – per farne la ridicola concorrente dell'uomo.

Signore, questo è un tranello che ci tende il nemico per condurci ai mali passi. La donna è la cristianizzatrice per eccellenza, perché il cristianesimo è tutta una legge d'amore, come Dio stesso è amore; e niuno meglio della donna può intenderne e intuirne la recondita virtù. Togliere la donna dalla sua silenziosa missione di purificazione e di sacrificio nella famiglia e nella società e semplicemente precipitare la sua rovina da quella dignità eccelsa cui Cristo Gesù l'aveva ricondotta.

Ecco perchè i moderni agitatori increduli sono i principali fautori delle rivendicazioni femminili; ecco perchè il movimento femminile (p. 24) odierno è principalmente appoggiato e caldeggiato dai socialisti. Mentre un più largo svolgersi del movimento femminile cristiano sarà sempre un segno di progresso sociale, voluto dallo spirito stesso del cristianesimo e perciò non ostacolato della Chiesa) un movimento non determinato dagli alti ideali Cristiani, sarà un'anomalia una vera aberrazione! Signore, io amo il femminismo che innalza la donna senza farla perdere nulla del suo decoro e delle sue femminili attrattive condanno la concorrenza e la lotta della donna con l'uomo che essendo contraria ai dettami divini del Cristianesimo è contraria alla sua indole stessa di femminilità gentile (p. 25) e affettuosa non avida di onore ma di sacrificio. Escludo l'organizzazione femminile a base di esaltazione e di esagerazione, l'appoggio a base di buon senso e di temperanza. Vediamo ora brevemente la genesi di questo nuovo movimento femminile a cui si dà nome di femminismo. Esso è semplicemente un triste frutto di condizioni moralmente e socialmente anormali, è un portato dei tempi, direi quasi, lo si deve allo sviluppo dell'industria specialmente meccanica e soprattutto all'affarismo. Sì, fu la borghesia cupida e scettica che obbligò la donna a uscire dalle domestiche pareti, fu essa che determinò l'odierno movimento femminile.

I borghesi del secolo XIX si avvidero che la donna rappresentava (p. 26) una riserva di forza non ancora sfruttata e, avidi di un maggiore personale vantaggio, disconoscendo e profanando la donna, la madre, la figlia, ne fecero la schiava del lavoro la trasformarono in operaia. Disse bene l'On. Calisse in una sua Conferenza: 'Si ricordarono ch'essa era più debole dell'uomo soltanto il Sabato, quando dovevano somministrarle il dovuto salario' Per gli affaristi, la cui norma è di ottenere la maggior somma di lavoro pagandola al minimo tasso, - l'opera femminile poveramente ed arbitrariamente compensata costituiva una

---

considerevole economia – E non solo sfruttarono la donna negli opifici e nei laboratori, ma le aprirono volentieri la porta (p. 27) delle pubbliche e delle private aziende, del commercio e degli uffici.

Da una recente statistica del Ministero dell'Agricoltura Industria e Commercio si rileva che maggiore è il numero delle donne occupate nell'industria che non quello degli uomini.

Prima considerazione da fare.

Non fu quindi la Donna che invase il campo industriale e commerciale fino allora riservato all'uomo; fu questi che ve la chiamò per egoismo e per affarismo.

Intanto la donna, messa a contatto dell'uomo nel quotidiano lavoro, ben presto s'avvide che non era da meno di lui nella produzione e che pertanto questo suo lavoro la veniva retribuito ad un prezzo inferiore;(p. 28) - toccò con mano che mentre a parità di condizione la legge proteggeva l'uomo, essa rimaneva senza protezione alcuna –

Udendo costamente parlare di diritti dell'uomo, s'è chiesta se non aveva anch'essa dei diritti da invocare e vedendo l'uomo organizzarsi in leghe protettrici, in società di previdenza e di mutuo soccorso, ha voluto seguirlo, e non solo in queste nuove concezioni di sociale fin nelle università, nel foro, nel parlamento. Tutto il complesso di queste aspirazioni e circostanze hanno determinato una reazione – quella reazione che si è voluta chiamare femminismo.

### ***Seconda considerazione da fare***

Questa reazione è, come lo dicevo poc'anzi, [elle a barré ce paragraphe] un portato dei tempi, un risultato del sfruttamento ...industria.

(p. 29) Questo movimento di reazione, per le condizioni stesse che l'avevano prodotto, doveva essere necessariamente economico, la donna sfruttata reclamava a buon diritto, a parità di produzione, parità di mercede; - a parità di condizioni con l'uomo, parità di trattamento. In quanto rivoluzionario, la donna sfruttata doveva necessariamente odiare quell'ordinamento sociale, da cui ripeteva il suo asservimento.

(p. 30) Ed ecco i cose detti partiti estremi, i socialisti principalmente, trarre profitto di questa disposizione d'animo della donna operaia, farsi sostenitori delle sue rivendicazioni giuste o pretese, per aver poi più facilmente la donna dalla loro parte e con essa rafforzare il proprio movimento devastatore di ogni ordine sociale e religioso.

Terza considerazione da fare.

Qui in Italia i primi a soffiare nel fusco ed istigare questa reazione femminile furono i partiti estremi ed egualitari; ed ognuno intenderà facilmente il pericolo gravissimo di una organizzazione femminile promossa e sostenuta da questi avversati dichiarati di ogni civile ordinamento ~~sociale~~ (p. 31).

Quasi parallelo a questo movimento di reazione nelle classe operaie ne sorse un altro che si svolse principalmente nei salotti dell'aristocrazia e della ricca borghesia delle grandi città/nazioni (principalmente a Milano, Roma, Firenze e Bologna) ma il movimento e le finalità di questi due movimenti furono e sono ben diversi. – Le donne appartenenti al movimento femminile appoggiato dai partiti estremi non sono mosse da alte idealtà, sua da necessità economiche, e se esse desiderano modificare a loro vantaggio la legge, molto più desiderano mutare

l'assetto (attuale) della società – Le donne che si accoglievano nei salotti, sentirono invece di avere intelligenza e coltura sufficiente per interessarsi ai problemi sociali che questo (p. 33) movimento ha di rivoluzionario e di antisociale. Ma ha esso di fatto una vera influenza sociale? Dal lato economico forse ; ma la vita ha ben altre esigenze e un movimento, per esercitare pienamente e nel miglior modo possibile la sua influenza deve rispondere a tutte queste esigenze, deve rispecchiare tutte le finalità, anche le più eccelse. Ora il movimento femminile intellettuale dei salotti non risponde a tutte le esigenze sociali perchè non rispecchia le più alte finalità, perchè non contenta interamente l'intelligenza, e non contenta soprattutto la nostra coscienza cattolica.

Non può contentare l'intelligenza perchè generalmente vi si accettano tutte le idee nuove, senza un'equa distinzione senza (p. 34) una vera ponderazione ; non soddisfa la coscienza, perchè quel movimento non è sempre sinceramente cristiano è molto spesso areligioso, talvolta anche antireligioso, e noi cattoliche siamo convinte che senza religione non vi può essere un perfetto ordinamento civile. Dell'influenza sociale che può esercitare un tale movimento, si ebbe infatti una prova nel primo Congresso femminile tenuto in Roma nel 1908. Questo congresso che molti preannunziarono come una parata di mondane intellettuali eleganti, meravigliò invece di più per l'ordine e la serietà delle discussioni, che si risolvettero quasi sempre in ordini del giorno privi di fronzoli e che miravano direttamente al conseguimento di uno scopo pratico ed immediato (p. 35). Dove quel Congresso si mostrò indegno del nome italiano, perchè non rispecchiava affatto l'anima femminile italiana fu in tutto quanto si riferiva alla questione religiosa e a certi principi della nostra morale cristiana, che non sole donne atee e materialiste presenti al Congresso disconobbero fundamentalmente, ma purtroppo furono anche disconosciuti da molte cattoliche, digiune di verace dottrina e di retto criterio – E così quel primo congresso che poteva riuscire una prova non indecorosa dell'intelligenza e della serietà femminile costò lagrime amare alle stesse promotrici e a molte fra le aderenti e lasciò in esse un senso indefinibile di sconforto e di amarezza...(p. 36)

Oh! La santità delle nostre credenze religiose non può conciliarsi con le teorie della Besant di Ellen Key, della Eddy purtroppo tanto in voga nei moderni salotti! Le donne materialiste ed atee (fondatrici del Congresso) per cui la sterilizzazione della donna è tattica di guerra per rovesciare l'ordine sociale, ebbero buon gioco dalle nostre intellettuali Signore quando si spinsero all'attacco proponendo l'abolizione dell'insegnamento religioso nelle scuole. E quando queste inconsciamente firmarono la guerra alla religione di Cristo con il gruppo socialista, diventarono conniventi della guerra sociale ch'essa prepara (p. 37).

#### Quinta considerazione

Il movimento femminile dei salotti, non rispecchiando generalmente le più alte idealtà non rispose a tutte le esigenze sociali; ne derivò la convenienza assoluta di suscitare un movimento prettamente cattolico che soddisfacesse in pari tempo la coscienza, l'intelletto e le necessità economiche di tutte donne italiane. E fu costituita l'Unione fra le donne cattoliche d'Italia con un programma anzitutto religioso con una sezione di propaganda religiosa eminentemente sociale, con una sezione di azione sociale necessariamente intellettuale con una terza sezione di Coltura religiosa e sociale.

Il nostro programma è come dicevo, anzitutto religioso (p. 38).

Un grido universale si leva da un mare all'altro d'Italia, dall'Alpe al Lilibeo per deplorare il disordine e la confusione che regna attualmente nella società. Signore e Signori, furono le erronee dottrine, furono i malsani principi che

turbarono già da tempo i civili ordinamenti. Vogliamo sperdere il nembo che minaccia la nostra libertà...

Vogliamo assicurare la saldezza di quelle istituzioni che garantiscono la pubblica tranquillità, prevengono l'anarchia, preparano nel presente un lieto avvenire? Torniamo alle fonti vive delle verità cristiane ; senza la religione non vi può essere giustizia vera, perchè non vi può essere libertà, perchè non vi può essere l'osservanza esatta della legge e senza l'osservanza esatta della legge (p. 39) non vi può essere l'ordine che è fondamento del vivere civile.

L'irreligione è stata presso tutti i popoli principio di decadenza ~~sociale~~. E la religione che eleva ad ideali altezze la morale, è la morale che determina e consacra la legge, quella legge che più o meno rispettata è garanzia di pace e di prosperità ~~sociale~~.

E se la religione, spesso contrastata da odii settari e da volgari passioni , non sempre giunge a rivendicare tutto il dovere e il diritto umano, senza la religione è tolto ogni freno, è rotto l'argine ad una generale dissoluzione –

Ed ecco perchè oggi vediamo il disordine e la discordia regnare non solo nelle società, ma nella famiglia, vediamo sposi senza unione (p. 40), figliuoli senza rispetto, servi senza fedeltà come vediamo un crescendo spaventoso di delitti orrendi e di aberrazioni inesplicabili che nulla riesse a frenare.

La società ha nel suo seno germi di rovina e di morte perché l'impietà dilaga e possiamo noi cattolici vedere con occhio tranquillo o indifferente questo rapido allontanarsi della fede dalle nostre contrade che potrebbe anche ripiombare la patria nostra nelle tenebre della barbarie che precedettero il Cristianesimo o menarla a quell'anarchia che genera il dispotismo?

Se la religione è luce rischiarante i nostri eterni destini, essa ha pure efficacia sicura pei nostri umani interessi; e opportunamente insegnava S. Paolo a Timoteo (c.IV v.8) (p. 41) “La pietà è utile a tutto”: essa ha le promesse della vita presente come quella della vita futura. (San Paolo, immensa figura eroe insuperato dei primordi del Cristianesimo!)

Nelle soce indifferenti che col tempo nascono e muovono, che sono il frutto di ricerche e di comminazioni e sono lasciate al capriccio dell'umano intelletto, dobbiamo comunicare coi tempi ; ma la nostra fede/ religiosa credenza fondata nella rivelazione non soggiace a queste evoluzioni : è in alto, come il sole, è divina e perciò sempre la stessa; e per non citare ancora S. Paolo ad altri santi, domanderò : che cosa osserviamo negli antichi filosofi? Che cosa facevano Socrate nelle sue lezioni, Cicerone nelle sue opere filosofiche? Lottavano contro gli adulatori del popolo, contro i corruttori della morale, contro i nemici appunto delle religiose credenze, e invece di camminare in tutto e ciecamente con i loro contemporanei, fecero quasi sempre tutti i loro sforzi per frenarli nella loro corsa insensata.

Imiterò dunque Socrate e Cicerone e dirò “Diamo al nostro secolo quel tanto che ha diritto di reclamare ma sappiamo ricusargli che con la sua propria rovina e quella della età future.”

E dico questo perchè anche i cattolici ammettono e insegnano oggi massime non sempre informate ai principi di equa giustizia sociale e perciò implicitamente ledono quei principi di giustizia cristiana (p. 43) che la nostra religione ci prescrive, come altri accettano e coltivano principi ed idee a danno della fede, della morale e di quanto abbiamo di più caro.

L'errore contiene sempre in sé una parte di vero ; ed è questo lato di vero che, abbagliando gl'incanti, li trascina al precipizio – Quanti cattolici si lasciarono illudere dalle promettenti frasi del secolare liberalismo! Cito una sola di queste frasi che risponde al mio argomento. Quando ci si disse: “Libera Chiesa in libero

stato” molti intesero che lo stato avrebbe lasciato la Chiesa libera di agire all’infuori del terreno proprio dell’attività dello Stato- Molti tra gli stessi Cattolici di cuore schietto ma di mente poco illuminata, senza le astratte ragioni (p. 44) appoggiandosi soltanto al concreto dei fatti reputarono più prudente e più utile al bene della Chiesa la sua totale separazione dallo Stato e non intesero che quella frase che il Conte di Cavour volse imprestato dal Montalembert, suonava in realtà diritto allo Stato d’invadere tutti i campi della Chiesa e di renderla schiava. E prima si tolse al Vicario di Cristo il suo patrimonio temporale per poi limitare esso ed oltraggiare il suo spirituale dominio; il monumento di Giordano Bruno a Roma ha appunto questo significato. E come vediamo in Francia le tristi conseguenze di queste fallaci promesse, così in Italia ove perfino donne cattoliche votarono per l’abolizione dell’insegnamento religioso.

(Anche) il socialismo pie si presentò in veste lusinghiera : amore vero o fittizio per le classi umili, grande compassione per le loro sofferenze, sdegno profondo per le ingiustizie sociali; e quanti cattolici ne accettarono le teorie, perchè sotto tali aspetti il socialismo sembrava loro, accostarsi di molto al Vangelo!

E non s’avvidero che l’unico o almeno il precipuo scopo di questa grande agitazione sociale era soltanto il raggiungimento di un maggior benessere materiale da ottenersi con mezzi che ledono i diritti delle altre classi e sostituiscono la violenza alla legge; e che quei propagandisti che al popolo ignaro si presentavano perfino col nome di Cristo sul labbro, altro non seminavano che l’odio dei poveri contro i ricchi, dei subordinati contro i superiori, dei ricchi contro l’autorità (p. 46).

Si parla ora della democrazia cristiana.

Cattolici ossequenti al magistero della Chiesa, noi abbiamo appreso dal labbro di due Sommi Pontefici Leone XIII e Pio X quale deve essere lo spirito di questa cristiana democrazia, ma quanti anche fra i cattolici guastano quello stupendo programma di positiva azione sociale, con inconsiderate esagerazioni od erranee interpretazioni ed applicazioni!

I veri democratici sono pochi perchè lo spirito cristiano che porta al sacrificio è da pochi inteso. Ricordiamo che la vera democrazia cristiana se come disse il Papa Leone XIII, deve (p. 47) tender a condizioni men dure quelli che campano del lavoro manuale sì che riescano gradatamente a provvedere alle necessità della vita e possano sa in famiglia sia in pubblico liberamente soddisfare ai doveri morale e religiosi.. deve pero sempre rispettare e curare gli’interessi morali ed economici di tutte le classi e deve resuscitare in tutte, la coscienza dei doveri verso Dio, dei doveri verso sè medesimi, dei doveri verso la famiglia e verso la società – Ora, la donna cattolica avrà pure la sua parte d’azione in quel magnifico programma stupendamente delineato nelle due Encicliche *Rerum Novarum* e *Graves de communi* e la nostra Unione oltre al programma religioso (p. 48), spiegherà un programma sociale, ispirandosi precisamente a quegli insegnamenti. La donna è insieme la genitrice della famiglia e la rigeneratrice della società. Il cuore è il suo secreto è la sua forza : resa conscia dei suoi doveri religiosi e sociali, saprà nel suo cuore stesso, purificato dal sentimento del dovere, trovare tutte le risorse necessarie a risanare la società corrotta. Ma per compiere efficacemente questa sua missione è necessario che la donna stia a contatto di tutte le miserie e di tutti i dolori, scenda in mezzo al povero popolo a sentirne i lamenti a lenirne le piaghe. La morale, la religione, la pace, tutto è in pericolo ; gli uomini da soli, la famiglia, i cui diritti precedono a tutti gli altri diritti sociali.

Nella grande rivoluzione avvenuta da oltre un secolo, prima il liberalismo e poi il socialismo hanno concorso a snaturare la famiglia, (togliendole le sue sacre

funzioni per attribuirle allo Stato, e il monopolio di quasi tutti i diritti famigliari non ultimo quello della educazione della nostra gioventù).

Volete il progresso morale? Lasciate il fanciullo alla madre : egli ha bisogno di una direzione affettuosa in quella prima età – direzione dell'intelligenza, direzione del sentimento, direzione che solo che gli ha dato la vita, può intuire, e non un maestro o una maestra di scuola che se hanno la scienza, (p. 51) non hanno né l'autorità né la cura dei genitori.

Nella vita ordinaria l'istitutore esercita un'industria anziché un sacerdozio, mentre la madre che ha avuto della natura e perciò da Dio la sacra missione di educare i figli, mossa dal suo stesso istinto, sa compiere mirabilmente quel suo ufficio. Lo dare massimo negli anni più teneri della sua prole. Esso è per ogni lato il più alto ufficio sociale, poiché educare è mettere il fanciullo o la fanciulla in stato di adempiere un giorno miglior modo possibile la propria missione nella vita, e prepararli alla vita, ove l'anima umana dovrà svolgere tutte le sue naturali e provvidenziali attitudini in un'atmosfera pura, onesta e cristiana.

Or bene chi è più atto a compiere quest'alto ufficio sociale : una Madre o lo Stato anonimo e irresponsabile e spesso purtroppo ateo e arreligioso. Che poi la educazione famigliare sia quella che può dare i migliore risultati, lo provano i metodi adottati riguardo ai fanciulli abbandonati, dalle nazioni ove la delinquenza dei fanciulli e dei giovani è minore e cioè in Inghilterra, in Germania e in America.

In Inghilterra si collocano preferibilmente questi fanciulli presso famiglie private (boarding out system) e lo stesso si fa in Amburgo (p. 53) e in vari centri della Germania. Nella Pennsylvania poi vi fu una legge in data del 20 maggio 1901 che terminò con queste savie parole: "la cura e l'educazione largita ai fanciulli debbono avvicinarsi quanto più è possibile a quella da essi ricevuta nella loro famiglia; ogni volta che si potrà dovremo essi venir collocato presso persone che vogliano adottarli sia di fatto, sia legalmente" - la colonia penitenziaria di Cleveland pei fanciulli è composta di capanne ciascuna delle quali è come una casa di famiglia diretta maternamente da una matrona.

Se in Europa invece d'intensificare questa vita famigliare, si cerca di distruggerla è evidentemente soltanto per un fisie antireligioso e settario.

(p. 54) Spesso l'obbligatorietà della scuola elementare riesce a una tal quale violazione dei diritti famigliari per parte dello stato. Ora noi lo Stato impone la scuola laica in opposizione più stridente ancora con la famiglia che non può essere teoricamente come lo Stato lo pretende, neutra e arreligiosa, ma pur sempre osserva una morale e professa una religione.

Dinanzi a questa nuova sopraffazione, deve fare rispettare il diritto naturale sull'educazione dei suoi figli che implica per lei una serie dei sacri doveri che non può e non deve disconoscere deve (p. 55) rievocare a sè l'educazione religiosa della prole o imporre allo Stato che sia data pubblicamente nella scuola.

Dinanzi all'aumento formidabile della delinquenza giovanile, "l'Unione delle Donne Cattoliche" si assume il compito di studiare i mezzi di promuovere una reazione efficace per rivendicare alla madre e alla famiglia i loro sacri diritti e specialmente per la prima l'educazione dei figli e limitare l'azione dello Stato alla tutela di questi diritti famigliari, e non consentirgliene l'esercizio. -

E perchè la Madre possa dedicarsi interamente alla famiglia, dovremo anche toglierla alla industria. (p. 56) Le necessità economiche debbono sottostare alle necessità morali. La nostra patria non sarà mai grande e forte finché la stessa legislazione non rispetterà i diritti morali ed economici di ognuno. Torno a ripeterlo i diritti naturali precedono quelli sociali, i diritti morali sono superiori ai diritti economici. Noi donne cattoliche vogliamo la giustizia e l'equità per tutti. Non

---

posso addentrarmi maggiormente a parlare del programma religioso e sociale della nostra *Unione* spero che questi pochi cenni siano sufficienti.

Donne cattoliche che mi avete ascoltato e che ancora fatte parte di questa nostra Unione non ruscate di arruolarvi per questa santa Crociata. Alziamo gli occhi verso tante sante ed eroiche donne che ci hanno preceduto da cui la Chiesa di Cristo ebbe in tutti i secoli vanto e onore soprattutto gli occhi verso Maria che col verginale suo piede conculia l'idra infernale...

La guerra che si muove alla famiglia cristiana dal liberalismo, dal socialismo pienamente conniventi con la Massoneria cela con perfida arte la guerra alla nostra santa religione che si vuole distruggere. (*E siamo uscite*) Usciamo compatte in campo a combattere il nemico continuiamo coraggiose nell'ardua impresa e dall'alto del Vaticano il Vicario di Gesù Cristo, contemplando il valore delle donne cattoliche d'Italia ch'egli ha chiamate a raccolta nell'ora delle supreme battaglie, abbia fra tante diuturne amarezze del suo cuore, un raggio di gioia e di speranza!

Fin du manuscrit. À la fin du cahier, on trouve glissé un bulletin d'adhésion de 1914 de la signorina Maria Teresa Gozo qui a payé une Lire pour son adhésion au comité de Rome le 24 mai 1914.